

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1925-1926.

Projet de loi

modifiant l'article premier, alinéa 1^{er} de la loi du 20 juin 1923
et l'article 384 du Code pénal (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. SINZOT.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à vos délibérations a pour but de permettre au Gouvernement Belge de procéder à la ratification de la convention de Genève de 1923.

Cette convention a été signée en conclusion de la conférence tenue du 31 août au 12 septembre 1923, et à laquelle quarante-trois États ont pris part.

Plusieurs États ont déjà ratifié la convention.

La Belgique ne peut le faire qu'en modifiant sa législation dans le sens indiqué par le projet qui nous occupe.

En effet, l'article 1^{er} de la convention stipule que : « Doit être puni le fait :

« 1° De fabriquer ou de détenir des écrits, dessins, gravures, peintures,
» imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématogra-
» phiques ou autres objets obscènes, en vue d'en faire commerce ou distribu-
» tion, ou de les exposer publiquement ;

» 2° D'importer, de transporter, d'exporter ou de faire importer, transporter
» ou exporter, aux fins ci-dessus, les dits écrits, dessins, gravures, peintures,
» imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématogra-
» phiques ou autres objets obscènes, ou de les mettre en circulation d'une
» manière quelconque ;

» 3° D'en faire le commerce, même non public, d'effectuer toute opération les
» concernant de quelque manière que ce soit, de les distribuer, de les exposer
» publiquement, ou de faire métier de les donner en location :

» 4° D'annoncer ou de faire connaître par un moyen quelconque, en vue de
» favoriser la circulation ou le trafic à réprimer, qu'une personne se livre à l'un
» quelconque des actes punissables ci-dessus ; d'annoncer ou de faire connaître
» comment et par qui les dits écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés,
» images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres

(1) Projet de loi, n° 123 (Session extraordinaire 1923).

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Jaspar, Troolet, Berloz, Sinzot, Mathieu et Eckelers.

- » objets obscènes peuvent être procurés, soit directement, soit indirectement. »
L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 20 juin 1923 est conçu comme suit :
« L'article 383 du Code pénal est complété comme suit :
» Sera puni des mêmes peines :
» Quiconque aura, en vue de commerce ou de la distribution, fabriqué, fait
» fabriquer, fait importer, fait transporter, remis à un agent de transport ou de
» distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité, des chansons,
» pamphlets, écrits, figures ou images contraires aux bonnes mœurs. »

On distingue tout de suite que ce texte est insuffisant pour permettre la ratification de la Convention. La loi de 1923 ne réprime pas la détention, l'importation et le transport ; elle retient seulement l'acte de faire importer et celui de faire transporter.

D'autre part, comme le fait très justement remarquer l'exposé des motifs, signé par M. Masson, alors Ministre de la Justice, si l'article 383 nouveau du Code pénal atteint les « écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques » visés par la Convention de Genève, il est douteux qu'il puisse s'appliquer aux « objets » visés par cette Convention.

Sans doute, lors de la discussion de la loi de 1923 des objections ont été faites au texte proposé par M. Carton de Wiart et que le projet d'aujourd'hui reproduit en somme.

Mais, après coup, en relisant la discussion, on s'aperçoit bien qu'il y a eu erreur sur la portée des textes, ou malentendu entre ceux qui les interprétaient.

Erreur, pensons-nous, de ceux qui craignaient que le seul fait de la détention par un particulier était punissable. Seul la détention, le transport, l'importation, qui ont lieu en vue du commerce ou de la distribution tombent sous le coup du projet.

Erreur aussi de croire qu'un agent de transport ignorant de l'acte qu'on lui fait commettre serait poursuivi ; l'imputabilité est un élément essentiel du délit.

*
*
*

En ce qui concerne les « objets » que le texte proposé ajoute à l'énumération de l'article 383, certains membres de la Chambre craignaient que l'on ne confondit avec les objets contraires aux bonnes mœurs, certains autres « qui, tout en étant utilisés dans un but purement hygiénique et médical, peuvent éventuellement servir aussi à des fins anticonceptionnelles. »

Cette confusion est impossible : par le fait notamment que du fait que deux alinéas du nouvel article 383 visaient ces sortes d'objets ils étaient pénalement spécialisés, si l'on peut dire, et qu'ils étaient exclus de l'alinéa 1^{er} ;

La Chambre a indiqué nettement que pour ces engins et objets, il faut qu'ils soient spécialement destinés à l'avortement ou aux pratiques anticonceptionnelles.

On remarquera, sans doute, que le texte, tel qu'il est proposé, ne vise pas tous les cas prévus par la Convention. Celle-ci, en effet, étendait la répression au fait d'effectuer toutes les opérations concernant, de quelque manière que ce soit, les écrits, figures ou objets contraires aux bonnes mœurs. Le Gouvernement estime que ce texte pourrait atteindre des opérations comme échange ou prêt, effectués entre particuliers ; et il l'écarte. L'Exposé des motifs signale, d'autre part, qu'à Genève, la délégation française en signant a fait ses réserves dans ce sens.

Signalons une autre divergence avec le texte de la Convention : le n° 4 de l'article premier réprime le fait d'annoncer les écrits, figures ou objets contraires aux bonnes mœurs : mais il ne fait aucune mention de la publicité.

Le projet du Gouvernement exige que l'annonce ait un caractère de publicité.

La Section Centrale est donc d'accord sur l'exposé des motifs. Mais elle a chargé son rapporteur de rétablir un texte incompréhensible.

Le texte proposé est le suivant :

ARTICLE PREMIER.

« L'alinéa premier de l'article premier de la loi du 20 juin 1923 est remplacé »
» par les deux alinéas ci-après :

» L'article 383 du Code Pénal est complété comme suit :

» Sera puni des mêmes peines :

» Quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu,
» importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de
» transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité,
» des chansons contraires aux bonnes mœurs, les aura, *pamphlets, écrits, figures*
» ou *images contraires aux bonnes mœurs* ;

» Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des emblèmes ou objets en vue
» du commerce ou de la distribution, fabriqués ou détenus, importés ou fait
» importer, transportés ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de
» distribution, annoncés par un moyen quelconque de publicité ».

Nous croyons qu'il faut le rétablir ainsi :

ARTICLE PREMIER.

« L'alinéa premier de l'article premier de la loi du 20 juin 1923 est remplacé »
» par les deux alinéas ci-après :

» L'article 383 du Code pénal est complété comme suit :

« Sera puni des mêmes peines :

» Quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu,
» importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de
» transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité,
» des chansons, pamphlets, écrits, figures ou images contraires aux bonnes
» mœurs ;

« Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des emblèmes ou objets contraires
» aux bonnes mœurs, les aura, en vue du commerce ou de distribution, fabriqués
» ou détenus, importés ou fait importer, transportés ou fait transporter, remis à
» un agent de transport ou de distribution, annoncés par un moyen quelconque de
» publicité. »

L'article 2 est une conséquence de l'article 1^{er} ; il ajoute à l'article 384 le mot
« objet ».

Nous proposons donc l'adoption du projet.

Le Rapporteur,

IGNACE SINZOT.

Le Président,

EMILE TIBBAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSTIJD VAN 1925-1926.

Wetsontwerp

tot wijziging van het eerste artikel, eerste lid, der wet van 20 Juni 1923 en van artikel 384 van het Wetboek van Strafrecht ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER SINZOT.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat u ter behandeling is voorgelegd, heeft voor doel de Belgische Regeering te machtigen de Overeenkomst van Geneve van 1923 te bekrachtigen.

Deze Overeenkomst werd geteekend als slot van de conferentie gehouden op 31 Augustus tot 12 September 1923, en waaraan drie en veertig Staten hebben deel genomen.

Talrijke Staten hebben de Overeenkomst reeds bekrachtigd.

België kan dit niet doen, tenzij door eene wijziging van zijne wetgeving in den zin aangeduid door het onderhavige wetsontwerp.

Inderdaad, het eerste artikel van de Overeenkomst zegt dat : « behoort gestraft te worden het feit ».

» 1° Geschriften, teekeningen, gravures, schilderijen, drukwerken, prenten, plakbrieven, afbeeldingen, foto's, bioscoopfilmen of andere voorwerpen, voor de eerbaarheid aanstootelijk, met het oog op handel of verspreiding te vervaardigen of in voorraad te hebben, of ze openlijk ten toon te stellen ;

» 2° Genoemde geschriften, teekeningen, gravures, schilderijen, drukwerken, prenten, plakbrieven, afbeeldingen, foto's bioscoopfilmen of andere voorwerpen, voor de eerbaarheid aanstootelijk, met het oog op het boven aangegeven doel in te voeren, te vervoeren, uit te voeren of te doen invoeren, vervoeren of uitvoeren of ze op welke wijze ook in omloop te brengen ;

» 3° In genoemde zaken, handel, zelfs als die handel niet openbaar is, te drijven, welke verrichting ook die daarmede op eenige wijze verband houdt uit te voeren, deze zaken te verspreiden, openlijk ten toon te stellen of er een beroep van te maken, ze in huur te geven ;

» 4° Met het oog op de verspreiding of den handel om welker beteugeling het

(1) Wetsontwerp, n° 123 (Buitengewone zitting 1925).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Jaspas, Troclet, Berloz, Sinzot, Mathieu en Eekelers.

hier gaat, aan te kondigen of door welk middel ook te laten weten dat een persoon een der bovengenoemde strafbare handelingen pleegt, aan te kondigen of te laten weten hoe en door wien gemelde geschriften, teekeningen, gravures, schilderijen, drukwerken, prenten, plakbrieven, afbeeldingen, foto's, bioscoopfilmen of andere voorwerpen, voor de eerbaarheid aanstootelijk, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, kunnen bezorgd worden. »

Lid 1 van het eerste artikel van de wet van 20^e Juni 1923 luidt :

« Artikel 383 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

» Met dezelfde straffen worden gestraft :

» Hij die liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten, welke met de goede zeden strijdig zijn, vervaardigt, doet vervaardigen, doet invoeren, doet vervoeren, aan een vervoer of verspreidingsagent overhandigt door eenig publiciteitsmiddel aankondigt om te worden verkocht of verspreid ».

Men merkt onmiddellijk op dat deze tekst onvoldoende is om de bekrachtiging van de Overeenkomst toe te laten. De wet van 1923 straft niet het in voorraad hebben, het invoeren en het vervoeren; zij slaat enkel op de daad van te doen invoeren of te doen vervoeren.

Anderzijds, zooals de Memorie van Toelichting, ondertekend door den heer Masson, toenmaals Minister van Justitie, het zeer juist zegt, indien het nieuwe artikel 383 van het Strafwetboek « geschriften, teekeningen, gravures, schilderijen, drukwerken, prenten, plakbrieven, afbeeldingen, foto's, bioscoopfilmen », bedoeld door de Overeenkomst van Geneve, treft, kan er geen twijfel bestaan dat het toepasselijk is op de « voorwerpen » door deze Overeenkomst bedoeld.

Zonder twijfel, werden er bij de bespreking van de wet van 1923 opwerpingen gemaakt tegen den tekst voorgesteld door den heer Carton de Wiart, en die het onderhavig ontwerp eigenlijk overneemt.

Maar, naderhand, bij de herlezing van de bespreking, merkt men op dat er eene vergissing werd begaan wat betreft de draagkracht van de teksten, of een misverstand bestond onder degenen die ze verklaarden.

Vergissing: denken wij, van degenen die vreesden dat alleen het feit van het in voorraad hebben door een particulier, strafbaar was. Alleen het in voorraad hebben, het vervoer, de invoer, die geschieden met een handelsoogmerk of tot verspreiding, vallen onder de toepassing van de wet.

Vergissing ook te meenen, dat een vervoersagent, die de daad die men hem doet uitvoeren niet kent, zou vervolgd worden; de toerekenbaarheid is een hoofdbestanddeel van het wanbedrijf.

* * *

Wat betreft de « voorwerpen » welke de voorgestelde tekst bij de opsomming van artikel 383 voegt, hebben sommige leden der Kamer de vrees uitgedrukt dat men, met de voorwerpen die strijdig zijn met de goede zeden, sommige andere zou verwarren die, « al worden ze gebruikt met een louter hygiënisch en geneeskundig doel, in voorkomend geval ook kunnen dienen als anticonceptionneele middelen ».

Deze verwarring is onmogelijk: hierdoor namelijk dat, door het feit dat twee alinea's van het nieuwe artikel 383 deze soorten van voorwerpen bedoelden, zij in strafopzicht om zoo te zeggen, gespecialiseerd waren, en dat zij uitgesloten waren uit het eerste lid.

De Kamer heeft duidelijk verklaard dat, wat betreft deze toestellen en voorwerpen, zij bijzonder moeten bestemd zijn voor de vruchtafdrijving of voor anticonceptionneele praktijken.

Ongetwijfeld, zal men vaststellen dat de tekst, zooals hij is voorgesteld, niet doelt op al de gevallen door de Overeenkomst voorzien. Deze strekt inderdaad de beteugeling uit tot al de verrichtingen die eenigerwijs in verband staan met de geschriften, beelden of voorwerpen, welke in strijd zijn met de goede zeden. De Regeering is van gevoelen, dat deze tekst ook de verrichtingen zou kunnen treffen van uitwisseling of uitleening onder partikulieren; dienvolgens wordt die tekst afgewezen. Uit de Memorie van Toelichting blijkt, ten andere, dat toen de Fransche Afvaardiging te Geneve heeft geteekend, zij op dit stuk voorbehoud heeft gemaakt.

Wij zullen ook wijzen op eene andere afwijking van den tekst der Overeenkomst : n° 4 van het eerste artikel bedoelt het feit van geschriften, beelden of voorwerpen, die in strijd zijn met de goede zeden, te verspreiden ; van bekendmaking is hier echter geen spraak.

Het ontwerp der Regeering eischt, dat de aankondiging den aard van publiciteit hebben moet.

De Middenafdeeling is het dus eens met de Memorie van Toelichting. Zij heeft echter haren verslaggever gelast een overstaanbaren tekst klaar te trekken.

De voorgestelde tekst luidt als volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste lid van artikel één der wet van 20 Juni 1923 wordt door de volgende twee alinea's vervangen :

« Artikel 383 van het Wetboek van Strafrecht wordt aangevuld als volgt :

» Met dezelfde straffen wordt gestraft :

» Hij die, met het oog op handel of verspreiding, liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten, welke met de goede zeden strijdig zijn, vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt ;

» Hij, die afbeeldingen of voorwerpen welke met de goede zeden strijdig zijn, ten toon stelt, verkoopt of verspreidt, ze met het oog op handel of verspreiding, vervaardigt of in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt ».

Wij meenen, dat het artikel moet worden opgesteld als volgt :

EERSTE ARTIKEL.

« Het eerste lid van artikel 1 der wet van 20 Juni 1923 wordt door de volgende twee alinea's vervangen :

« Artikel 383 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

» Met dezelfde straffen wordt gestraft :

» Hij die liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten, welke met de goede zeden strijdig zijn, vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt om te worden verkocht of verspreid ;

» Hij die afbeeldingen of voorwerpen, die met de goede zeden strijdig zijn, uitstelt, verkoopt of verspreidt, ze voor den handel of tot verspreiding vervaardigt, of in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren,

aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt. »

Artikel 2 is een gevolg van artikel 1; het lascht in artikel 384 het woord « voorwerp » in.

Wij stellen dus voor, het ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

IGNACE SINZOT.

De Voorzitter,

EMILE TIBBAUT.

